

Les attaques actuelles contre le Réseau Fédéral de l'Enseignement Professionnel et Technologique

The ongoing attacks Against the Federal Network of Vocational and Technological Education

Reçu: 26/02/2022 | Revisé: 12/02/2022 |
Accepté: 14/02/2022 | Publié: 09/06/2022

Marcelo Lima

ORCID: <http://orcid.org/0000-0002-7448-8366>
Universidade Federal do Espírito Santo
E-mail: marcelo.lima@ufes.br

Samanta Lopes Maciel

ORCID: <http://orcid.org/0000-0002-5913-1182>
IFES
E-mail: samanta.ifes@gmail.com

Comment citer: LIMA, M.; MACIEL, S. L.;
Les attaques actuelles contre le Réseau
Fédéral de l'Enseignement Professionnel et
Technologique. *Revista Brasileira da
Educação Profissional e Tecnológica*. [S.l.],
v. 1, n. 22, p. e13780, Jun. 2022.



Este trabalho es licenciado bajo un [Creative Commons Atribución 4.0 Licencia No Relatada](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

Résumé

Dans cet article, nous analysons de quelles façons les réformes éducatives des gouvernements Temer et Bolsonaro qui, dans la continuité et l'approfondissement, sont guidées par des principes néoconservateurs et ultra néolibéraux, constituent une menace pour l'espace public avec les attaques en cours contre le Réseau Fédéral de l'Enseignement Professionnel et Technologique (RFEPCT). Sur la base de la délimitation du développement historique des modèles d'éducation professionnelle au Brésil, nous identifions une logique par rapport aux mesures qui opèrent dans la perspective de l'effilochage du programme de l'éducation professionnelle et de l'enseignement secondaire offert dans le RFEPCT et qui s'articulent dans un double mouvement d'écoulement du financement de l'éducation et de sa mercantilisation, pour faire la formation pour le marché et le marché de l'éducation.

Mots clés : Réforme de l'enseignement secondaire ; Modèles formatifs ; Réseau Fédéral de l'Enseignement Professionnel et Technologique ; Formation pour le marché ; Marché de l'éducation.

Abstract: In this article, we analyze how the educational reforms of the Temer and Bolsonaro governments, which, in a continuous and deepening line, are guided by neoconservative and ultra-neoliberal principles, constitute a threat to public space with consequences of an attack on the Federal Network of Professional and Technological Education (RFEPCT). Based on the outline of the historical development of professional education models in Brazil, we identify a logic in relation to the measures that operate in the perspective of the curricular fraying of professional education and secondary education offered in the RFEPCT that are articulated in a double movement of emptying funding. of education and its commodification, to provide training for the market and the education market.

Keywords: High School Reform; Formative models; Federal Network of Vocational and Technological Education; Training for the market; Education market.

1 INTRODUCTION

Avant d'entrer dans le débat faisant l'objet de ce texte, nous devons faire une réflexion. Nous partons de la compréhension que le gouvernement Bolsonaro représente la continuité, en pire, du gouvernement Temer, puisque tous deux ont été fondés dans le contexte du coup d'État contre la présidente Dilma en 2016. Grâce à l'architecture conçue par l'élite, les médias et les parlementaires, et qui a rendu le coup d'État possible, Temer est arrivé au gouvernement. Ce mouvement a ouvert des brèches, tout en encourageant la résurgence des secteurs fascistes d'extrême droite au Brésil, en réouvrant, ici, la boîte de pandore du racisme, du sexisme et de l'homophobie, entre autres formes de préjugés et de discrimination, qui avait été fermée dans les gouvernements du Parti des travailleurs (PT).

Une telle compréhension justifie l'utilisation du terme " Gouvernement Temer-Bolsonaro ", qui a également réussi, en peu de temps, à remettre le Brésil sur la carte de la faim, à augmenter le taux de chômage, les inégalités sociales et la déforestation, agissant, depuis fin 2016, pour faire reculer les droits sociaux conquis précédemment. Dans le domaine de l'éducation, ce gouvernement a approuvé d'importantes réformes qui, à partir de l'amendement constitutionnel (CE) n° 95, et en passant par la loi n° 13.415/2017, feront de l'universalisation de l'enseignement secondaire un objectif impossible à atteindre.

En ce sens, nous cherchons à analyser comment les réformes éducatives des gouvernements Temer-Bolsonaro constituent une forte menace pour le Réseau Fédéral de l'Enseignement Professionnel et Technologique (RFEPCT). Pour comprendre ces menaces, nous estimons qu'il est pertinent de procéder à un examen historique de l'enseignement professionnel au Brésil. Pour cela, nous reprenons trois modèles formatifs : 1) l'assistance correctionnelle ; 2) le tayloriste-fordiste ; et 3) le technologique-fragmentaire ; en apportant les éléments qui caractérisent leurs trajectoires, afin d'offrir des subventions pour comprendre la problématique et la relation de ces trajectoires avec le Réseau Fédéral lui-même et sa condition actuelle. Ces phases tiennent compte du mouvement historique du développement de la main-d'œuvre au Brésil qui, d'une certaine manière, va établir des demandes de formation qui sont appropriées par les institutions de formation professionnelle et qui répondent en fonction de la corrélation des forces qui s'établit entre l'État, l'économie et les travailleurs.

Au départ, il est nécessaire de corriger une perception phénoménale par rapport à l'Enseignement Professionnel et à la connaissance technologique et scientifique, selon laquelle tous deux évoluent en fonction de la complexification de la production de l'existence matérielle au cours de l'histoire. Cette perspective repose sur l'idée qu'au fur et à mesure de la transformation des modes de production et de l'incorporation de la science et de la technologie, une qualification progressive, élevée et échelonnée correspondante des travailleurs aurait eu lieu. Il est très courant, et idéologique, de penser que le développement des forces productives accompagne la complexification de la production matérielle et, que les connaissances et la qualification des travailleurs sont directement équivalentes dans ce processus.

Dans sa thèse de doctorat libre, le professeur José Claudinei Lombardi, traitant de la pensée de Marx et Engels sur l'éducation, montre la corrélation entre le développement des forces productives et le développement des relations de travail et des rapports sociaux de production, en soulignant que le développement des forces

productives ne suit pas un mouvement autonome par rapport aux rapports sociaux de production (LOMBARDI, 2010). Ainsi, l'idée est fautive que selon laquelle plus la production capitaliste devient complexe et technologique, plus les travailleurs seront qualifiés.

Dans son ouvrage classique, Braverman (1987) explique que le capitalisme, surtout après le taylorisme, en segmentant le processus de production, a également segmenté la qualification du travailleur au sein de l'espace productif, entraînant dévalorisation et disqualification. Par conséquent, l'idée que l'augmentation de la complexité de la production correspondrait directement à une augmentation des salaires et du travail complexe ne s'est pas produite par le biais de la solution tayloriste.

Nous voyons qu'il n'y a pas de déplacement vers le haut, en moyenne, des qualifications des travailleurs en raison de la complexité productive, mais cette élévation a été imprégnée, et médiatisée, par un autre processus qui a à voir avec la tentative permanente du Capital d'extraire de plus en plus de plus-value absolue et relative des travailleurs sans nécessairement suivre le processus de complexification, le processus de valorisation du travail.

Il existe une grande variété d'études dans le domaine de la Sociologie du Travail qui montrent que, le mouvement qui se produit au sein de la production est un mouvement de polarisation des qualifications (LIMA, 2020) et qui démontrent qu'au cours de l'histoire, l'enseignement professionnel va se déplacer, de manière non linéaire, dans le temps et dans l'espace, en fonction de ce mouvement, offrant une qualification qui va soit augmenter, soit diminuer, ce qui ne signifie pas que plus le développement technologique est important, plus le nombre de personnes qualifiées est élevé, et plus les salaires sont élevés.

2 MODÈLES DE FORMATION ET ÉVOLUTION HISTORIQUE DU TRAVAIL AU BRÉSIL

Le mouvement historique du développement du travail au Brésil, d'une certaine manière, a fini par établir des demandes formatives qui ont été appropriées par les institutions de formation professionnelle, selon la corrélation de forces qui s'est établie entre l'État, l'économie et les travailleurs, se conformant à trois modèles formatifs : 1) le modèle d'assistance correctionnelle ; 2) le modèle tayloriste-fordiste ; et 3) le modèle technologique-fragmentaire.

Le premier modèle, l'assistance correctionnelle, a été appliqué jusqu'au milieu des années 1940. Dans cette période historique, se situent la création du Réseau Fédéral et de l'École des Apprentis et artisans (EAA), en 1909, par Nilo Peçanha, qui a incorporé dans son discours de soutien, la thèse de la satisfaction d'une demande industrielle généralisée. Ce discours, confronté aux données de l'industrialisation de l'époque et aux programmes scolaires pratiqués dans les institutions, indique qu'en fait, l'EAA servait beaucoup plus à la lutte morale, dans une perspective de contrôle social et de retrait des enfants de la rue.

Bien qu'il y ait des contradictions dans la justification de la création des CEA, nous ne pouvons pas perdre de vue qu'à cette époque, l'économie du pays évoluait d'une économie extrêmement précaire et agro-exportatrice vers un processus d'industrialisation mené principalement par le gouvernement Vargas (années 1930). Cependant, en cette période de transition, le Réseau Fédéral, encore en formation,

constituera l'offre d'un modèle formatif beaucoup plus conditionné à une assistance à l'offre éducative que proprement à celle visant la formation des travailleurs.

Dans l'EAA, les enfants ont eu accès à l'enseignement primaire, ainsi qu'à des notions de dessin, d'artisanat liées aux arts du cuir, aux arts du bois, aux arts mentaux. Selon Lima (2010), les EAA, créées en 1909, n'étaient rien d'autre que des écoles pour enfants qui avaient pour perspective la formation à l'artisanat, mais qui, contrairement, mélangeaient des objectifs correctionnels, moralisateurs et de bien-être (LIMA, 2010).

Dans la figure 1, nous pouvons observer cinq personnes dans une pièce, tous des hommes, deux d'entre eux ayant une apparence plus adulte, l'un devant une table, avec ce qui semble être des moules découpés dans du cuir ; et un autre, devant une machine à coudre. Les quatre autres, plus jeunes, apparaissent à l'arrière-plan, un peu plus loin des instruments. La disposition de la photographie nous amène à interpréter que les hommes à l'allure adulte mentionnés ci-dessus sont les instructeurs, et que les autres, à l'allure plus jeune, sont les étudiants. Sur le côté gauche de la photo, on peut voir une armoire contenant un nombre considérable de sandales et de chaussures prêtes à l'emploi. Nous observons également que la seule machine présente sur la photo est une machine à coudre à pédale. La photo 1 montre les éléments du type d'enseignement proposé dans l'EAA dans les années 1910, décrit par Lima (2010).

Figura 1: Atelier de cuir de l'École d'Apprentis et d'Artisans du Minas Gerais (1910)



Source : Auteur inconnu - Un passé habillé de futur : fragments de la mémoire du Réseau Fédéral d'Enseignement Professionnel et Technologique (BRASIL, p. 79, 2012)..

Les Écoles d'Apprentis et d'Artisans, dans la contradiction du processus historique lui-même, feront beaucoup plus que répondre aux exigences de correction et de bien-être, comme le montrent les études sur le sujet.

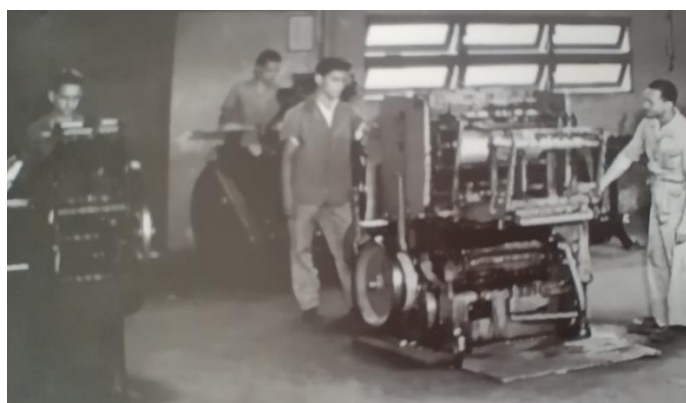
À partir des années 1940, avec le passage du modèle d'assistance correctionnelle au modèle tayloriste-fordiste, fortement influencé par la pédagogie développée par Roberto Mange qui, depuis les années 1920, au Liceu de Artes e Ofícios de São Paulo, avait déjà mis en œuvre les éléments d'une formation ouvrière,

il marque un tournant important tant en ce qui concerne le dépassement du modèle d'assistance correctionnelle que pour les institutions d'enseignement professionnel.

En 1937, les EAA deviennent des Lycées Industriels (loi n° 378/1937) et plus tard, avec l'hégémonie du modèle tayloriste-fordiste, des Écoles Industrielles et Techniques, en vertu de la loi n° 4.127/1942. C'est également à cette époque qu'ont été créés Senai et, plus tard, Senac. Il convient de noter que la phase correspondant au modèle de formation tayloriste-fordiste était basée sur les méthodologies développées à la fin du XIXe siècle par Vitor Della-Vos et importées par Roberto Mange au Brésil. Ces méthodologies caractériseront un enseignement professionnel basé sur les structures productives, dont les objectifs n'étaient pas de produire, mais de former. Ainsi, les espaces éducatifs présentant les caractéristiques d'espaces de processus productifs sont devenus une marque de ces institutions.

Dans la figure 2, nous pouvons observer le changement dans l'organisation et la disposition des équipements dans l'espace éducatif avec le passage de l'EAA aux Écoles Industrielles et Techniques. On observe également l'insertion de machines un peu plus complexes, qui intègrent davantage de technologies, commençant à regrouper, dans une seule machine, plusieurs outils combinés. La tenue vestimentaire des élèves commence à ressembler aux uniformes utilisés par les ouvriers dans les usines.

Figure 2 : Atelier de typographie - École Technique de Vitoria (1948/1950)



Source : Auteur inconnu - Un passé habillé en futur : fragments de la mémoire du Réseau Fédéral d'Enseignement Professionnel et Technologique (BRASIL, p. 74, 2012).

Il est important de souligner que le changement du modèle d'assistance correctionnelle pour le modèle tayloriste-fordiste a représenté un grand saut dans l'éducation offerte par le Réseau Fédéral qui, jusqu'aux années 40, était guidé par des objectifs correctionnels, de bien-être et de nature moraliste, qui visaient à contrôler les populations urbaines, en particulier les mineurs, configurant un modèle d'éducation primaire et fragile dans le sens de la densité technologique.

Autour des exigences du développement technologique, notamment du projet industriel national assumé par Vargas, s'est produit un important saut qualitatif qui a donné lieu à une nouvelle configuration de l'Enseignement Professionnel, qui assume un parti pris industriel et économiste, tout en promouvant une certaine élévation de

son niveau, consolidée avec la transformation des Écoles Industrielles et Techniques en autarcies : les Écoles Techniques Fédérales.

La figure 3 est révélatrice en ce sens, car on y observe l'introduction de machines avec l'incorporation d'une technologie plus sophistiquée à travers les machines à souder. Il dépeint la réponse au processus d'industrialisation, notamment en ce qui concerne l'incitation au développement de l'industrie automobile par le biais de politiques spécifiques pour le secteur, développées par Juscelino Kubitschek.

Figure 3 : Atelier de soudage. École Technique de Salvador (1960)



Source : Auteur inconnu - Un passé habillé de futur : fragments de la mémoire du Réseau Fédéral d'Enseignement Professionnel et Technologique (BRASIL, p. 92, 2012).

Au début des années 1960, avec la promulgation de la loi n° 4.024 /1961, qui définit les lignes directrices et les bases de l'Éducation Nationale, l'Enseignement Professionnel est devenu équivalent à l'enseignement académique. Par la suite, les Écoles Techniques Fédérales ont entraîné un autre type de changement en incluant l'offre de cours connus à l'époque sous le nom d'enseignement secondaire professionnalisant, sur la base de la réforme promue par la loi n° 5.692/1971, qui a fondé l'idée que les cours techniques devaient avoir un lien nécessaire avec l'enseignement dit secondaire.

La mise en œuvre de ce modèle a fini par ne pas être viable sur tout le territoire national dans l'offre éducative faite par les États, sauf dans ceux qui ont investi dans ce sens et qui avaient déjà une économie industrielle forte, comme l'État de São Paulo, et d'autres qui avaient déjà constitué des réseaux d'Éducation Professionnelle d'État. C'est dans les Écoles Techniques Fédérales que le modèle éducatif proposé dans la Loi n° 5.692/1971 sera rendu possible et établi plus efficacement. Les Écoles Techniques Industrielles, qui auparavant avaient un modèle hybride d'offre éducative située à différents niveaux et étapes, sont passées, dans sa conformation d'École Technique et depuis la Loi de 1974, par une homogénéisation des cours offerts qui, à son tour, a assumé le modèle d'enseignement technique.

Nous nous rendons compte que l'enseignement technique, qui a trait au technicisme, a été fortement influencé par la théorie du capital humain lorsque les

institutions ont adopté l'idée que la formation devait être destinée à l'emploi et que, grâce à cette formation, l'individu serait capable d'entrer sur le marché du travail. Ainsi, à cette époque, les Écoles Techniques Fédérales assument le modèle de formation pour le marché, qui doit répondre aux exigences d'une économie croissante des années 70.

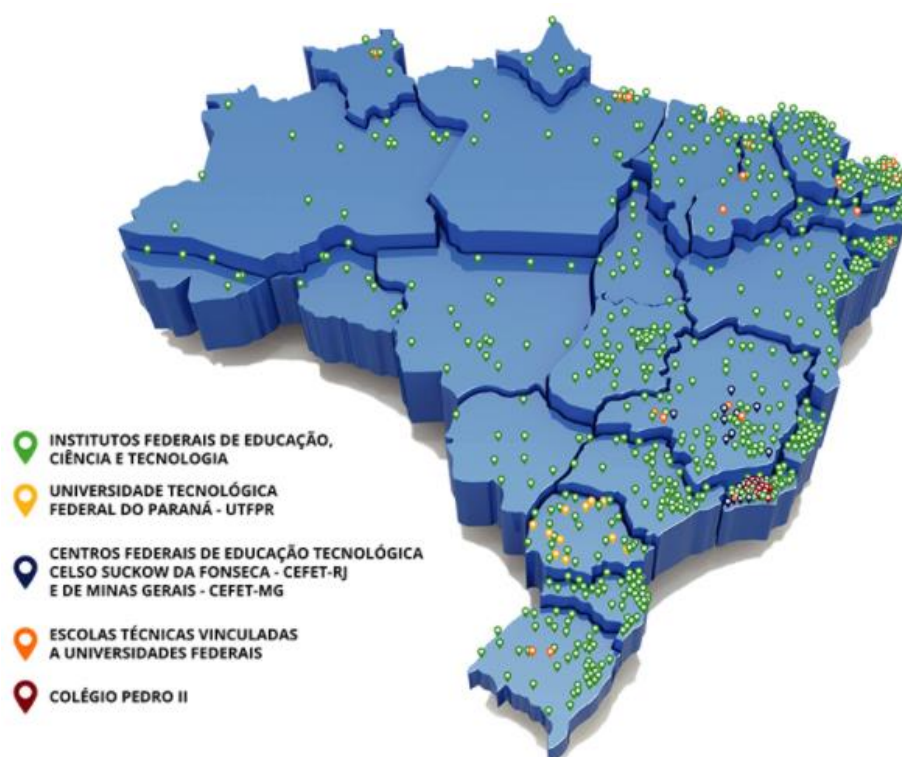
Cependant, la crise des années 1960 en Europe, qui s'est fait sentir plus directement au Brésil dans les années 1970, principalement avec la crise pétrolière, a provoqué un ralentissement de l'économie et de tous ces projets industriels. Sous l'intervention militaire de Geisel (1974-1979), le Brésil a connu une marche forcée économique, au cours de laquelle le gouvernement a mobilisé une grande quantité de fonds étrangers, ce qui a conduit le pays à s'endetter. Ce mouvement a été justifié au nom du maintien de la croissance industrielle, mais, cependant, il a été configuré comme une stratégie précaire dans le sens où le Brésil n'a pas pu maintenir la croissance précédente, caractéristique du modèle Medici (1969-1974).

Dans cette phase, l'accumulation du capital et l'extraction de la plus-value ont été extrêmement renforcées. Selon Marini (1973), il y aurait dans cette phase une extraction supplémentaire de plus-value, une surexploitation de la force de travail, principalement due au transfert du surplus économique vers les pays centraux, dont la prospérité explique notre pauvreté et notre dépendance économique, et qui représentait, pour les capitalistes du Brésil, un moment de prospérité au prix de l'exploitation extrême de la force de travail. Dans ce processus, une crise importante du Capital délimitera également une crise de l'Etat dans le sens où, avec l'effondrement du capitalisme réel, émergeront les éléments centraux du néolibéralisme, qui éroderont toute la base fordiste, et toute la base civilisatrice qui aurait, d'une certaine manière, rendu possible la constitution de l'Etat providence.

Une série de mesures visant à désintégrer l'offre publique d'éducation de qualité sera constituée, avant tout, à partir du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC), un gouvernement qui, bien qu'il ait contrôlé l'inflation, a favorisé une récession et a été configuré par l'hégémonie du néolibéralisme qui s'est répandu dans toute l'Amérique Latine à la fin des années 80 et au début des années 90.

Ce processus sera remis en question par un autre mouvement de crise au sein même du néolibéralisme qui permettra la constitution d'un nouveau bloc de pouvoir dirigé par Luiz Inácio Lula da Silva (Lula) qui, de manière plutôt controversée et multiforme, promouvra des changements qui s'alignent sur le néolibéralisme en vigueur et favorisent l'expansion de l'État, l'expansion des programmes de transfert de revenus, le renforcement des politiques publiques et l'expansion de l'éducation publique par la création des Instituts Fédéraux d'Education, de Science et de Technologie qui, avec le Colégio Pedro II, le Cefet-MG, le Cefet-RJ, les Ecoles Techniques liées aux universités et l'Université Fédérale Technologique du Paraná (UFTPR), constituent le Réseau Fédéral d'EPT.

Figure 1 : Carte du Réseau Fédéral de l'Enseignement Professionnel et Technologique



Source : Ministère de l'Éducation. Disponible sur: <http://portal.mec.gov.br/rede-federal-inicial/instituicoes>.

Selon les données du Ministère de l'Éducation, le Réseau Fédéral, en 2019, comptait 661 unités, soit 38 Instituts Fédéraux, 02 Cefet, 22 écoles techniques, l'UTFPR et le Collège Pedro II (MEC, [s.d.]). Pour Frigotto (2018), la création du Réseau Fédéral a représenté la plus grande politique d'enseignement secondaire jamais réalisée dans l'histoire du pays. Maciel (2016) affirme que cette politique a également représenté l'expansion de son rôle et de sa présence sur le territoire national, grâce à l'expansion et à l'internalisation du Réseau.

De façon contradictoire, au début du XXI^e siècle, les gouvernements de Lula et de Dilma vont développer à la fois le processus de marchandisation de l'éducation et le processus d'expansion de l'éducation publique dans une politique qui exprime les contradictions de ces gouvernements qui, en même temps qu'ils servaient les intérêts capitalistes, ont créé des politiques d'intérêt pour la population, représentant une hybridation d'un gouvernement qui s'est maintenu à partir d'un bloc contradictoire et instable au pouvoir.

Cette contradiction est évidente dans certains des parallélismes qui se sont produits, comme la création du Programme de Soutien aux Plans de Restructuration et d'Expansion des Universités Fédérales (Reune), qui visait à étendre les universités publiques, en même temps qu'il étendait le Fonds de Financement des Etudiants de l'Enseignement Supérieur (Fies), un programme qui favorisait le financement des étudiants dans les collèges privés et contribuait à enrichir les entrepreneurs du secteur de l'éducation. En même temps qu'il a procédé à l'expansion du Réseau Fédéral, qui

a représenté l'expansion et l'intériorisation d'une éducation publique de qualité, il a également créé le Programme National d'Accès à l'Education Technique et à l'Emploi (Pronatec), dont l'offre de cours a eu lieu principalement dans les institutions du Système S, tenues avec la subvention des ressources fédérales.

A la fin du deuxième gouvernement Lula et au début du premier gouvernement Dilma, à partir de la crise du capital et de l'approfondissement des politiques néolibérales, il y a un processus d'approfondissement de la mercantilisation de l'éducation. Dans ce tournant vers le modèle économique néolibéral, le modèle d'Enseignement Professionnel constitué sous la base tayloriste-fordiste entre en crise et émerge alors, ce que nous appelons le modèle Technologique-Fragmentaire.

Le modèle technologique-fragmentaire est un modèle dont les bases ne sont plus basées sur la formation pour le marché, mais ce qui est intéressant maintenant est de promouvoir le marché de la formation. En ce sens, on passe de "l'éducation pour le marché" à "le marché dans l'éducation". Un tel mouvement présuppose, comme stratégie fondamentale, que l'offre éducative n'est pas une stratégie étatique, mais une stratégie privatiste ayant pour but de disqualifier l'État.

Comme nous pouvons le constater, pendant le gouvernement de Dilma, le réseau Sistema S a été responsable de la plupart des offres d'emploi proposées dans les cours de qualification professionnelle entre 2011 et 2015, par le biais de Pronatec. Rien qu'en 2013, les investissements dans ce type de cours avoisinaient les 3,8 milliards de reais financés par des ressources fédérales, une véritable machine à transférer l'argent public vers des secteurs privatisés (MACIEL, 2016).

Selon Lima (2010), c'est précisément le secteur privé qui tentera de transformer l'éducation en marchandise. Mais pour que l'éducation se transforme en marchandise, elle doit perdre certaines caractéristiques comme, par exemple, l'idée de longue durée. Cet élément est important car, comme le démontre Marx (2013), toute marchandise augmente en valeur, générant une plus grande quantité de profit, si son cycle de production est raccourci ; c'est-à-dire que le temps socialement nécessaire à la production est placé comme un élément constitutif de la valeur de toute marchandise.

Ainsi, selon la thèse défendue par Lima (2010), il y aurait un temps socialement nécessaire pour la production de la formation des travailleurs, dont l'augmentation ou la diminution aurait également un impact sur la valorisation du processus productif et du produit. En ce sens, le raccourcissement de la formation rendrait l'enseignement des produits de base moins cher et ce processus de raccourcissement est nécessairement guidé par la rationalisation des programmes d'études. Mais les programmes scolaires doivent être fragmentés, standardisés et doivent faire l'objet de mises à jour permanentes afin de devenir facilement commercialisables et applicables dans les conditions les plus diverses. Cependant, cette idée se heurte directement à l'idée d'une formation plus complète dans la conception de l'éducation en tant que formation d'un être humain complet, comme l'affirme Araujo (2019).

Ce mouvement entre la formation pour le marché et le marché de la formation s'intensifie après le coup d'État de 2016, qui a fait émerger le gouvernement Temer-Bolsonaro, guidé par une série de stratégies de destitution, de corrosion, de déclatement et de dévalorisation de ce qu'est le service public ; ainsi que de la conception historiquement produite de l'école publique comme espace d'accès au savoir historiquement produit par l'humanité.

3. LES REFORMES TEMER-BOLSONARO ET LES ATTAQUES CONTRE LE RÉSEAU FÉDÉRAL

La Réforme de l'Enseignement Secondaire, promulguée par la loi n° 13.415/2017, constitue précisément la tentative d'éroder les bases systémiques et temporelles du programme scolaire de l'Enseignement Secondaire. Ce mouvement, cohérent et continu, qui va du gouvernement Temer au gouvernement Bolsonaro, est un mouvement d'éclatement de la structure publique elle-même, avec l'agenda de la " Réforme Administrative " (PEC n° 32/2020), avec la " Réforme du Travail ", intensifiée par le décret n° 10. 854/2021, avec le compromis du financement de l'éducation approuvé par le " PEC du plafond de dépenses " (CE n° 95), et qui est complété par les changements de programmes qui, déjà dans la mesure provisoire (MP) n° 746/2016, mettent en échec des aspects importants de l'éducation dans cette étape de l'éducation de base.

La réforme de l'Enseignement Secondaire, complétée par la base nationale commune des programmes (BNCC) et par les directives nationales des programmes pour de l'Enseignement Secondaire et l'Enseignement Professionnel et Technologique, apporte, parmi les conséquences les plus graves, l'idée de transition entre l'Enseignement Professionnel en présentiel et l'Enseignement Professionnel à distance. Il s'agit d'un élément pertinent car le contact direct des jeunes avec le processus productif lui-même, rendu possible par le modèle présentiel, permet aux étudiants non seulement une appréhension technique et scientifique des processus de travail, mais aussi une appropriation ontologique, au sens d'une autoproduction en tant que travailleurs dans la mesure où ils produisent et apprennent à produire directement au contact de la structure technologique de production.

Ce processus de flexibilisation, ouvert principalement avec le DCNEPT, vide le processus de formation en le rendant extrêmement pauvre pour les sujets qui peuvent suivre un cours technique sans jamais y être entrés. Cependant, du point de vue du marché, cette forme d'offre devient un pouvoir, puisqu'elle dispense les établissements d'enseignement de construire une infrastructure pour offrir des cours. En ce sens, en autorisant la mise en œuvre d'une charge de travail destinée à l'Enseignement Professionnel, voire de l'Enseignement Secondaire, dans le modèle de l'Enseignement à Distance (ED), il supprime la base technologique qui justifie, structure et donne du mérite aux institutions historiquement constituées comme lieu privilégié de l'offre d'Enseignement Professionnel : le Réseau Fédéral.

Un autre point pertinent de la Réforme est que, en instituant le 5ème itinéraire, il occupe la place des contenus et de la charge de travail qui n'étaient auparavant disponibles que pour le lycée, ce qui représente une réduction de la formation de base commune. Le cadre de corrosion des bases de de l'Enseignement Secondaire est aggravé par la résolution de la Chambre plénière du Conseil National de l'Éducation (CNE/CP) n° 01/2021 qui, en réglementant le 5e itinéraire, a établi qu'il peut être remplacé par une expérience professionnelle. En ce sens, une personne qui travaille comme emballer dans un supermarché peut, par exemple, demander que cette expérience soit comptabilisée dans l'itinéraire technico-professionnel qui, ajouté au BNCC, lui permettra d'obtenir un certificat d'études de l'enseignement Secondaire.

Une telle procédure est conforme à une déconfiguration totale de la perspective de l'enseignement secondaire commun et universel, donnant lieu à un déploiement de l'avenir des jeunes qui termineront l'enseignement secondaire sans une préparation adéquate à la fois pour le monde du travail et pour l'entrée à l'université, les mettant dans une situation désavantageuse pour concourir pour une place dans les cours les plus compétitifs des universités publiques. Cela ne semble toutefois pas être un problème pour les élites du pays, puisqu'elles finiront par chercher sur le marché des institutions capables d'offrir une formation leur permettant d'entrer à l'université.

Un autre point qui mérite d'être souligné fait référence à l'impact du 5ème itinéraire formatif sur une certaine normalisation et réglementation de l'Enseignement Professionnel réalisée dans le gouvernement Lula, dans les ministères de Fernando Haddad, avec la création du Catalogue National des Cours Techniques (CNCT). Bien qu'il ait ses critiques, on ne peut manquer de souligner que le Catalogue a réussi, de façon minimale, à organiser et à conférer une unité aux cours techniques, en établissant les axes technologiques et en définissant les paramètres minimaux pour la création de cours techniques.

Inscrite dans un ensemble de mesures qui constituent une tentative de réforme structurelle de l'Etat, et dans la mesure où le capital commence à voir dans l'éducation elle-même une possibilité d'expansion de ses marchés et d'augmentation de ses profits, la Réforme doit déconstituer la qualité de l'éducation publique. Dans ce sens, la qualité de l'éducation offerte dans le Réseau Fédéral, historiquement constitué sous un modèle d'éducation publique de qualité et qui s'est étendu de plus en plus aux classes populaires à travers les politiques de quotas, est devenue une cible pour les secteurs qui découpent le marché de l'éducation au Brésil et qui, par conséquent, ont contesté avec une intensité totale les orientations de la Réforme de l'enseignement secondaire.

Mais la qualité du Réseau ne se fait pas toute seule, elle repose sur un investissement élevé dans les infrastructures, dans la qualification des professionnels et leur rémunération correspondante, dans l'investissement dans les projets de recherche et d'expansion, dans la garantie des concours publics, entre autres éléments, comme le souligne Frigotto (2018), dans une recherche approfondie menée sur le Réseau Fédéral.

La qualité de l'éducation se produit, d'autre part, dans des conditions matérielles objectives qui impliquent des infrastructures physiques avec des espaces éducatifs, des laboratoires, du matériel didactique ; du personnel enseignant, des travailleurs technico-administratifs, des services et du personnel de soutien qui travaillent dans une seule école et avec un plan de carrière réglementé. Dans le cas du personnel enseignant, il est crucial le niveau et la qualité de leur formation, la répartition de leur temps entre les activités en classe et le temps d'étude, l'organisation du matériel, l'orientation des projets et des monographies finales de cours, la participation aux réunions, le temps de mise à jour (FRIGOTTO, p. 144, 2018).

C'est donc précisément grâce à cet ensemble d'éléments que le Réseau Fédéral parvient à offrir l'enseignement qu'il propose et qu'il a su résister. Ce fondement est toutefois menacé par la Réforme Administrative qui, si elle est approuvée, érodera les bases des carrières publiques fédérales, y compris celle des enseignants et des techniciens du Réseau Fédéral. Dans un gouvernement qui est

guidé par la dispute des récits pour prouver que le public ne peut pas être meilleur que le privé, toute expérience publique qui est positive doit être détruite et c'est dans ce sens que les gouvernements ont agi, dans le démantèlement du Système de Santé Unifié (SUS), des universités fédérales et du Réseau Fédéral lui-même comme une expérience publique qui est prise comme une sorte de symbole de l'offre d'une éducation secondaire de qualité.

Enfin, le Réseau Fédéral étant le lieu où l'enseignement secondaire, dans son offre prioritaire, se constitue comme l'identité de ces institutions, la Réforme de l'enseignement secondaire, ainsi que les autres réformes du gouvernement Temer-Bolsonaro, mettent en danger le Réseau Fédéral, car elles visent à éroder les bases structurelles du service public et les bases pédagogiques de l'enseignement secondaire et, par conséquent, de l'enseignement secondaire intégré.

4 OBSERVATIONS FINALES

Dans ce texte, nous plaidons pour une formation professionnelle intégrée à l'enseignement secondaire, sachant que le Réseau Fédéral représente la résistance au modèle imposé par l'actuelle réforme l'enseignement secondaire et que les nouveaux règlements qui en découlent vont dans le sens contraire de ce qui a été constitué comme l'identité du Réseau Fédéral.

Nous partons de l'hypothèse que, pour la mercantilisation l'enseignement secondaire, il est important de détruire le Réseau Fédéral, car il est la preuve que le système public peut être meilleur que le privé pour assurer une offre de Formation Professionnelle et d'enseignement secondaire de qualité. Sa destruction est également importante car, en incluant des étudiants de différentes couches sociales par le biais de politiques de quotas, elle exerce une pression sur l'enseignement supérieur public (déjà reconnu par les élites comme étant de qualité), en y amenant des secteurs sociaux qui auparavant auraient eu des difficultés pour ne pas avoir accès à un lycée de qualité.

Nous soutenons qu'en ce moment, une question centrale est en jeu, qui ne concerne pas seulement le conflit sur les programmes d'études, mais la tentative de démantèlement du Réseau Fédéral est en cours. En érodant les programmes d'enseignement et en s'attaquant aux bases de programme intégré, la Réforme promeut une attaque contre le Réseau qui a, dans l'école secondaire intégrée, sa base identitaire. Nous réaffirmons qu'est mis en cause un processus de transition de la formation pour le marché vers le marché de la formation, qui a pour voie la disqualification de l'enseignement public et, par conséquent, la destitution du Réseau Fédéral.

Si, dans les gouvernements du PT, l'expansion du Réseau Fédéral s'est faite en conciliation avec l'expansion du secteur privé de la Formation Professionnelle, à l'heure actuelle, cette conciliation n'est pas présente. Au contraire, la tentative du Gouvernement Fédéral est de détruire le Réseau Fédéral parce qu'il est considéré comme cher, qu'il dérange les élites à cause de l'accès qu'il donne aux plus pauvres à l'enseignement supérieur, et qu'il est lui-même la preuve concrète qu'une éducation de qualité, une éducation laïque, une éducation qui formera les gens dans leur intégralité est nécessairement une éducation publique.

Ceci dit, la réforme incorporée dans la Loi de Directives et Bases de l'Éducation Nationale (LDBEN), ainsi que les Directives, agit dans le sens de déconstituer non seulement l'enseignement secondaire et l'Éducation Professionnelle, qui dans le modèle intégré, pratiqué principalement dans les Instituts Fédéraux, signifiait une formation plus large et plus solidement structurée sur une base scientifique et technologique, qui intégrée au monde du travail signifiait la possibilité d'une formation humaine intégrale. La réforme, en plus de transformer l'enseignement secondaire en un produit plus facilement commercialisable, menace l'existence du Réseau Fédéral, dont l'identité est basée sur l'offre d'un enseignement secondaire intégré de qualité.

RÉFÉRENCES

ARAUJO, R. M. L. Ensino médio brasileiro: dualidade, diferenciação e desigualdade social. **Cad. Pesq.**, v. 26, n. 4, out./dez., 2019. Disponible: <http://www.periodicoseltronicos.ufma.br/index.php/cadernosdepesquisa/article/view/13051>. Accès le : 16 mars. 2022.

BRASIL. **Um passado vestido de futuro**: fragmentos da memória da Rede Federal de Educação Profissional e Tecnológica. BRASÍLIA: Editora IFB, 2012. Disponible: <http://revistaeixo.ifb.edu.br/index.php/editoraifb/article/view/381>. Accès le: 16 mar. 2022.

BRAVERMAN, H. **Trabalho e capital monopolista**: a degradação do trabalho no século XXI. Rio de Janeiro: LTC Editora, 1987.

FRIGOTTO, G. (Org). **Institutos Federais de Educação, Ciência e Tecnologia**: relação com o ensino médio integrado e o projeto societário de desenvolvimento. Rio de Janeiro: UERJ, LPP, 2018. Disponible: https://proen.ifes.edu.br/images/stories/Institutos_Federais_de_Educa%C3%A7%C3%A3o_Ci%C3%Aancia_e_Tecnologia_-_Rela%C3%A7%C3%A3o_com_o_Ensino_M%C3%A9dio_Integrado_e_o_Projeto_Societ%C3%A1rio_de_Developmento.pdf. Accès le: 16 mar. 2022.

LIMA, M. **Tempo socialmente necessário para a formação profissional**. Vitória, [s.d.].

LIMA, M. Futuro do trabalho e da educação: das impressões biográficas às questões teóricas. **Educação Perspectiva**, Viçosa, v. 11, n.00, p. 1-13, 2020. Disponible: <https://periodicos.ufv.br/educacaoemperspectiva/article/view/8561>. Accès le: 16 mar. 2022.

LOMBARDI, J. C. Educação e ensino na obra de Marx e Engels. **Org. & Demo.**, Marília, v. 13, n. 2, p. 133-138, jul./dez., 2012. Disponible: <https://revistas.marilia.unesp.br/index.php/orgdemo/article/view/2666>. Accès le: 16 mar. 2022.

MACIEL, S. L. **A política de educação profissional do governo Dilma**: o direito à educação no contexto da expansão da rede federal de educação profissional e do Pronatec. 2016. 256 f. Dissertação (Mestrado em Educação) - Programa de Pós-Graduação em Educação, Universidade Federal do Espírito Santo, Centro de Educação, Vitória, 2016. Disponible: <https://repositorio.ufes.br/handle/10/8598>. Accès le: 16 mar. 2022.

MARX, K. **O Capital** (livro 1). São Paulo: Boitempo Editorial, 2013.

MARINI, R. M. **Dialéctica de la dependencia**. Serie popular Era. México. 1973.

Disponível em:

<http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/secret/critico/marini/capitulos/04dialectica2.pdf>

. Acesso em: 16 mar. 2022.

TEIXEIRA, Z. S. **A trajetória histórica dos modelos de formação profissional do Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial do Espírito Santo (1952-2002)**.

2018. 263 f. Dissertação (Mestrado em Educação) - Programa de Pós-Graduação em Educação, Universidade Federal do Espírito Santo, Centro de Educação, Vitória, 2018. Disponível em: <https://repositorio.ufes.br/jspui/handle/10/8625>. Acesso em: 16 mar. 2022.